

RÉFORME DU GRAND PARIS

Les présidents des Territoires prennent position

Alors que les présidents des Départements mènent une très médiatique campagne pour ne pas voir leur collectivités disparaître, que pensent ceux des Territoires du Val-de-Marne ?

Les présidents des Départements ne sont pas les seuls à se faire entendre sur la réforme de la métropole. Ceux des Etablissements publics territoriaux (EPT) ou « Territoires » de la Métropole du Grand Paris (décrits par les premiers), se font également entendre dans le Val-de-Marne.

« LE STATUT QUO ACTUEL EST IMPOSSIBLE À VIVRE »

Jacques JP Martin, le maire (LR) de Nogent et président du Territoire Paris-Est Marne & Bois, se montre ainsi critique vis-à-vis de la méthode des présidents des Départements alors que « le président de la République ne s'est toujours pas prononcé sur les orientations qu'il souhaite nous proposer ». « Réagir de la sorte avant même de connaître le scénario qui fera l'objet d'un débat au Parlement, c'est nier une évidence : le statut quo actuel est impossible à vivre. » Et d'appeler les élus à « accepter avec courage et objectivité une remise en cause des rentes de situation et des organisations héritées parfois de plusieurs siècles ». Jacques JP Martin pour qui ces mêmes organisations « n'ont pas su vraiment trouver dans le consensus des solutions et des convergences aux



Jacques JP Martin et Michel Leprêtre, les présidents des Territoires Paris-Est Marne & Bois et Grand-Orly Seine Bièvre. © DR

questions posées par les inégalités sociales et territoriales ». « Si nous ne changeons pas de paradigme en restant au temps des postures et des jeux de pouvoir, nous passerons à côté d'un rendez-vous déterminant pour l'avenir de la première métropole de France », prévient le maire de Nogent,



militant d'une « métropole multipolaire s'appuyant sur des Territoires « coopératives de villes » ». « C'est dans la proximité, dans un concept de ville nouvelle, en favorisant les hybridations entre activités et services, qu'une intercommunalité (coopérative de communes) pourra le mieux

gérer le processus de croissance inclusive que nous recherchons (...) Une croissance inclusive ayant pour moteur les Territoires et leurs groupements réduira les disparités bien plus efficacement que des mécanismes artificiels de péréquation. »

« L'INTERCOMMUNALITÉ EST NÉCESSAIRE »

Michel Leprêtre, le président (PCF) du Territoire Grand-Orly Seine Bièvre, est lui aussi attaché aux EPT mais défend également les Départements, « qui, notamment dans le Val-de-Marne, ont fait la preuve depuis 50 ans de leur efficacité et de leur pertinence dans des politiques publiques sociales et audacieuses ». « Qu'on ne compte pas sur moi pour opposer les EPT et les Départements », ajoute ainsi l'élu estimant « que l'intercommunalité est nécessaire et qu'il est dangereux d'envisager de supprimer les Départements ». « Pourquoi ? Parce que cette réforme porte en elle, depuis près de 20 ans, les germes de la disparition des communes, dans un environnement où la libéralisation des marchés et la recentralisation des pouvoirs avancent à grand pas », explique celui qui prône « une évolution du statut des EPT en EPCI et des moyens pour les politiques publiques de proximité ».